



LÉGATION DE SUISSE  
AU VENEZUELA

CARACAS, le 18 mai 1955.  
Adresse postale: Apartado 107  
Adresse télégr.: Legatsuisa

Référence: N. 40.72.0.- Hu/Zi  
ad Io.-Venez. 811 - Ay/6.

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à votre lettre du 2 février dernier par laquelle vous m'avez prié de me livrer à une enquête afin de déterminer l'importance des intérêts suisses au Vénézuéla sous forme de sociétés suisses et mixtes, anciennes et nouvelles ou de participations dans le secteur des services publics, etc.

Lorsque j'accusai provisoirement réception de votre communication, je ne me doutais pas que je me heurterais à autant de réserve, voire de méfiance, de la part des personnalités et de ceux de nos compatriotes que j'estimais en mesure de me donner des renseignements intéressants. Il a fallu leur rappeler maintes fois la question, leur expliquer qu'aucune raison d'ordre fiscal ne motivait notre enquête, et enfin leur assurer que leur nom ne serait pas mentionné aux autorités suisses compétentes. Quelques-uns d'entre eux ont invoqué le secret professionnel et, dans certains cas, j'ai dû procéder moi-même à une estimation, car je tenais à vous donner une idée aussi complète que possible de la valeur de nos investissements dans ce pays.

Le Conseiller financier de la Banque Centrale du Vénézuéla, que je connais personnellement, a eu l'obligeance de me fournir les chiffres résultant de l'enquête à laquelle cet établissement a procédé afin de connaître les investissements étrangers au Vénézuéla pour l'année 1953. Cette personnalité ne m'a pas caché qu'elle a connu les mêmes difficultés que moi et que les données mises à ma disposition ne sont que partielles. La Banque Centrale n'a en effet pas les moyens de coercition dont dispose légalement la direction générale des statistiques, de sorte qu'elle a dû se contenter des renseignements qu'on a bien voulu lui communiquer. Seules les banques vénézuéliennes ont rempli de façon exacte et complète les questionnaires que l'institut d'émission leur avait envoyés à cet effet.

- 1) Entreprises suisses de caractère artisanal, commercial (alimentation et assurance) et industriel, participations suisses dans diverses entreprises vénézuéliennes, excepté banques et pétrole Bs 25.000.000.-
  - 2) Participations suisses dans le secteur du pétrole " 479.000.-
  - 3) Participations suisses dans le secteur bancaire " 3.313.000.-
- Bs 28.792.000.-

A la Division du Commerce  
du Département fédéral de l'Economie publique,







LÉGATION DE SUISSE  
AU VENEZUELA

CARACAS,

Adresse postale: Apartado 167

Adresse télégr.: Legatsuisa

Référence:

- 2 -

ad 1) - Ce chiffre est le résultat de mon enquête qui s'est étendue - pour autant que cela m'a été possible - au pays entier.

ad 2) et 3) - Ces chiffres, valables pour 1953, ont été fournis par le Banco Central qui vient de les recueillir. Etant donné qu'ils n'ont pas encore été publiés, je vous saurais gré de les considérer comme confidentiels.

En annexe, je vous remets la totalité des renseignements qui m'ont été communiqués par le Conseiller de la Banque Centrale. Vous noterez que je ~~n'ai~~ pris dans mon calcul ci-dessus que les postes "pétrole" et "banques", les données sur les participations dans l'industrie et dans les assurances étant, à mon avis, déjà incluses dans mes propres chiffres(+). Les feuilles ci-jointes vous fournissent de toute façon des indications intéressantes sur les investissements étrangers pour lesquels les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Hollande occupent les premières places, ce qui s'explique par l'importance de leurs participations directes dans l'industrie pétrolière.

Pour ce qui concerne les résultats de ma propre enquête, je répète que ce sont des chiffres approximatifs. Je sais que des banques et des sociétés suisses ont constitué dans ce pays des placements dont je n'ai pu me procurer les montants :

Par exemple, la "Gesellschaft für Industrielle Anlagen in Uebersee" à Zurich a créé une succursale à Caracas, mais la participation de la maison-mère n'a pas encore été fixée. Elle pratiquerait d'ailleurs des investissements à court terme pour le financement de projets de développement économique.

Des banquiers suisses sont venus sur place se livrer à des études sur les possibilités de placement. Ils ne m'ont évidemment pas tenu au courant de leurs affaires. Tout au plus ai-je appris fortuitement que la banque Schoop, Reiff & Co à Zurich, dont un des directeurs a passé récemment à Caracas, a constitué une société d'administration et de commerce, la CAVAG, dont j'ai tenu compte du capital dans mon enquête. En revanche, le volume de ses opérations et placements m'est inconnu.

Je sais aussi que la Banque Wehrli & Cie à Zurich a investi des capitaux au Vénézuéla. A titre d'exemple, on m'a cité le chiffre de Bs 2 millions placés par elle dans une seule entre-

(+) Par "inversiones netas", figurant sur les deux premiers tableaux, il faut comprendre les "inversiones brutas" dont on a déduit les amortissements.





LÉGATION DE SUISSE  
AU VENEZUELA

CARACAS,  
Adresse postale: Apartado 167  
Adresse télégr.: Legatsuisa

Référence :

- 3 -

prise commerciale de la capitale. Un avocat de Zurich a placé également pour les clients de son étude des sommes qui seraient considérables. Il s'agirait de plusieurs dizaines de millions placés à court terme.

D'autre part, dans les 120 à 130 millions de dollars placés à l'étranger en bons internationaux 6% pour le financement des travaux de l'Avenida Bolivar, 25 millions de dollars auraient été pris ferme par la Société de Banque Suisse, l'Union de Banques Suisses et le Crédit Suisse.

Mais il ne m'est pas possible de vérifier ces informations - que je vous prie de traiter confidentiellement - et je n'ose m'avancer à citer un chiffre venant s'ajouter à celui mentionné ci-dessus, qui pour être approximatif n'en a pas moins une base plus sûre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

Annexes mentionnées.

P.S. J'envoie une copie de ce rapport avec annexes en plusieurs exemplaires au Département Politique Fédéral, Division des Affaires politiques.